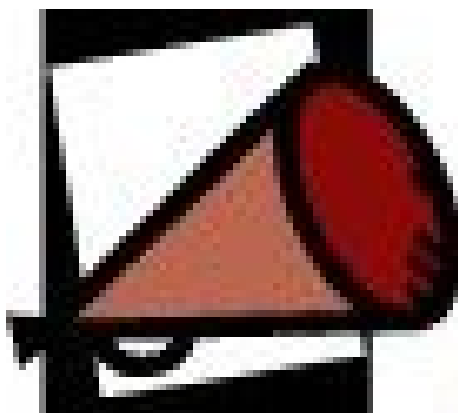


<https://www.pressegauche.org/Projet-de-loi-anti-pipeline-Un-test-de-leadership-pour-Francois-Legault-Manon>



Projet de loi anti-pipeline - « Un test de leadership pour François Legault » - Manon Massé

- Communiqués -
Publication date: jeudi 16 septembre 2021



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 16 sept. 2021 - Chose promise, chose faite : la porte-parole de Québec solidaire, Manon Massé, a présenté le projet de loi 894 à l'Assemblée nationale. Mme Massé appelle François Legault à passer de la parole aux actes et à fermer définitivement la porte à la construction de nouveaux pipelines au Québec en plus d'interdire l'exploitation et l'exploration des hydrocarbures.

« Le régime actuel protège les intérêts des pétrolières et des gazières. Nous proposons un nouveau régime qui protège le territoire du Québec et les peuples qui l'habitent. Le dernier rapport du GIEC est clair comme de l'eau de roche : chaque nouveau projet, chaque nouvelle infrastructure polluante mine la transition verte réclamée par l'écrasante majorité des Québécoises et des Québécois. François Legault voit les élections arriver, mais la crédibilité environnementale, ça se mérite. Il n'a plus le droit à l'erreur », a affirmé Manon Massé.

Le projet de loi 894 interdirait l'exploration et la production des hydrocarbures sur le territoire québécois. Il obligerait les compagnies titulaires de permis à fermer définitivement leurs installations et procéder à la restauration des sites. En outre, il empêcherait toute nouvelle construction de pipeline d'hydrocarbures sur le territoire québécois.

La loi anti-pipeline proposée par Québec solidaire s'inscrit dans la foulée de la France, du Danemark, de l'Espagne et de l'Irlande, qui ont légiféré pour bannir l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures.

Une menace bien réelle

Le projet de loi anti-pipeline de Québec solidaire mettrait fin à dix ans de tergiversation de l'État sur l'industrie des hydrocarbures, une menace encore bien réelle au Québec. Le gouvernement caquiste a accordé des millions de dollars de subvention pour prolonger le réseau gazier. Plusieurs compagnies pétrolières sont actuellement en cour pour conserver leur droit de forer sur le territoire québécois.

« J'invite tous les partis politiques à rattraper leur retard et travailler avec nous pour faire adopter une loi forte et ambitieuse. Après des années de victoires citoyennes contre des projets comme GNL Québec et Énergie Est, je sens qu'un consensus est possible à l'Assemblée nationale pour passer enfin à autre chose », a affirmé Mme Massé. « M. Legault prétend qu'il n'y a pas d'oléoduc dans son pipeline, mais il vient de passer trois ans à nous enliser dans GNL Québec ! Qui le prend encore au mot ? Une loi vaut plus que toutes les promesses des politiciens. Celle-là est un test de leadership pour François Legault. »

En matière de transition verte, Québec solidaire joue un rôle de précurseur à l'Assemblée nationale. Dès 2010, Amir Khadir, alors député solidaire de Mercier, réclamait un moratoire sur les gaz de schiste. Le projet de loi 894 est le troisième projet de loi présenté par Québec solidaire pour interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures.